

N° 217

CountrySide

MAI-JUIN 2025

MAGAZINE

La conférence régionale du Forum a lieu à Copenhague
en amont de la présidence danoise du Conseil de l'UE

Qui mérite le soutien agricole ?

Repenser l'équité pour une PAC résiliente

Nourriture et carburant: l'agriculture peut-elle devenir
le moteur de la transition énergétique européenne ?



ELO



TABLE DES MATIÈRES

La conférence régionale du Forum a lieu à Copenhague en amont de la présidence danoise du Conseil de l'UE	3
Qui mérite le soutien agricole ? Repenser l'équité pour une PAC résiliente	6
Plonger au cœur de la transition verte danoise: Assemblée générale de ELO à Copenhague	7
Les loups à la croisée des chemins : les défis de leur conservation et la coexistence dans l'UE	8
Cultiver pour les pollinisateurs génère des bénéfices économiques et écologiques	10
Le sol à la loupe : transformer la science des sols en solutions concrètes	12
Une visite à l'usine Biowanze : quand la politique rencontre la pratique	13
Nourriture et carburant: l'agriculture peut-elle devenir le moteur de la transition énergétique européenne ?	14
Les biocarburants dans l'UE : un levier pour décarboner les transports et renforcer la sécurité énergétique	15
Participez au Prix Européen de l'Abeille 2025	16

Editorial

À l'heure où l'Europe multiplie les interventions budgétaires dans un nombre croissant de secteurs, et alors qu'elle devra faire face, en 2028, à ses premiers remboursements liés au plan de relance post-Covid, il n'est pas difficile de percevoir un certain désintérêt pour la Politique Agricole Commune (PAC). Sans augmentation du budget de l'Union européenne par les États membres, ce qui semble hautement improbable, la part de ce budget consacrée aux remboursements annuels atteindra environ 20 %.

Pourtant, envisager un fonds unique englobant l'ensemble du budget européen, en supprimant notamment les fonds dédiés à la PAC et au développement rural, n'est pas une option acceptable pour nous. La PAC est la seule véritable politique commune dont le financement relève exclusivement de l'UE, et elle est inscrite en tant que telle dans le traité de Rome.

Malgré les débats engagés dans le cadre de l'EBAF, tout ceci révèle un manque de vision et, pire encore, un manque d'ambition pour notre politique agricole. La question essentielle « Que voulons-nous ? » doit être posée et définie avec précision, afin de pouvoir répondre de manière cohérente à celle du « Comment y parvenir ? ».

Le débat doit être élevé pour permettre une meilleure compréhension par les citoyens. Aujourd'hui, ceux-ci ont bien souvent une vision biaisée, réduite à une opposition entre agriculture

conventionnelle, utilisatrice de produits phytosanitaires, et agriculture plus soucieuse de l'environnement. Pourtant, contrairement à ce que certaines ONG voudraient faire croire, ces deux approches ne sont pas incompatibles.

Il ne peut y avoir d'agriculture durable sans viabilité économique des exploitations. Il ne peut y avoir d'agriculture durable si l'on entretient une concurrence déloyale, qu'elle oppose les agriculteurs entre eux ou qu'elle résulte d'une nationalisation rampante entre États membres.

Lorsqu'il s'agit du budget, il est essentiel de revenir à nos priorités fondamentales. Nous vivons dans un monde de plus en plus incertain, et garantir l'approvisionnement alimentaire de l'Union européenne ne peut plus être considéré comme acquis. Il serait irresponsable d'affaiblir l'agriculture professionnelle par des décisions aussi précipitées que celles qui ont mené à l'abandon du nucléaire dans le secteur énergétique.

Le choix est clair : soit nous reprenons en main notre destin, soit nous renonçons à notre indépendance alimentaire, après avoir déjà renoncé à notre indépendance énergétique.

Thierry de l'ESCAILLE
Président Exécutif, ELO



La conférence régionale du Forum a lieu à Copenhague en amont de la présidence danoise du Conseil de l'UE

Chaque année, en plus de la conférence annuelle à Bruxelles, le Forum pour le Futur de l'Agriculture organise des conférences régionales et des événements en ligne pour aborder l'agriculture et l'environnement au niveau national, et ce à travers l'Europe. Le 3 juin, le Forum a organisé un événement à Copenhague, en amont de la présidence danoise du Conseil de l'UE.



Liz WILSON

L'approche Audacieuse du Danemark en Matière de Transformation Agricole

Mark TITTERINGTON, cofondateur et directeur du Forum pour le Futur de l'Agriculture, a ouvert la conférence en évoquant l'Accord Tripartite Vert du Danemark, signé en 2024 (un accord multipartite impliquant le gouvernement, les organisations agricoles et les groupes environnementaux). Mark a ensuite introduit une session où Jeppe BRUUS, ministre de la Transition verte du Danemark, est monté sur scène pour décrire le contexte de cet accord multipartite, ses objectifs, ses éléments clés et son mode de mise en œuvre. En complément des actions climatiques précédentes du Danemark, l'accord est conçu pour bâtir une « économie robuste ».

Panel 1 : Stimuler la Transformation du Système Agroalimentaire au Danemark

Le premier panel a exploré les aspects clés de la transformation du système agroalimentaire danois, en réfléchissant aux réussites, aux défis et aux opportunités qu'offrent différentes approches. Pour Hanne SØNDERGAARD, vice-présidente exécutive / responsable agriculture, durabilité et communica-



De gauche à droite : Mark TITTERINGTON, Oskar BJÖRLING, Anne-Sophie GAMBORG, Niels Peter NØRRING, Hanne SØNDERGAARD

tion chez Arla Foods, un point fort du parcours danois jusqu'à présent a été la reconnaissance du fait que toutes les parties prenantes devaient être présentes à la table des discussions. Un autre atout a été que les grandes entreprises agroalimentaires mettaient déjà en œuvre des objectifs climatiques fondés sur la science. Niels Peter NØRRING, directeur des politiques climatiques et européennes au Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation, a convenu que si le processus sous-jacent pouvait être reproduit à travers l'Europe, l'accord spécifique ne devrait pas être simplement copié, étant donné la diversité des paysages agricoles entre les pays. Le point de vue d'une agricultrice et propriétaire foncière a été apporté par Anne-Sophie GAMBORG, propriétaire de Møllerup Gods, Djursland. Elle a souligné que les agriculteurs réagissent positivement aux programmes volontaires lorsqu'ils peuvent clairement percevoir les avantages de la triple performance : viabilité économique, aspects sociaux et résultats écologiques. Oskar BJÖRLING, gestionnaire de portefeuille pour Syngenta Nordics et fils d'agriculteur, a souligné le rôle crucial de l'innovation dans la transformation agricole. Il a mis en lumière un large éventail d'avancées, de la numérisation aux percées biologiques, génétiques et chimiques, ainsi que de nouveaux modèles commerciaux et des innovations systémiques.

Panel 2 : Stimuler la Transformation du Système Agroalimentaire dans l'Ensemble de l'UE

Les panélistes ont examiné les éléments clés de la Vision de l'UE pour l'Agriculture, les défis et opportunités de sa mise en œuvre, et le rôle des différentes parties prenantes, y compris le secteur privé, les agriculteurs et les décideurs politiques.

La Vision de l'UE pour l'Agriculture : une Approche Ascendante

Martin van DRIEL, chargé de mission, Unité Perspectives politiques, DG AGRI, s'exprimant en direct depuis Bruxelles, a souligné l'approche ascendante de la Vision – différente des stratégies précédentes – et l'implication de différentes directions générales. Quatre priorités clés ont été évoquées : créer un secteur agricole attractif ; bâtir une résilience face aux chocs géopolitiques et climatiques ; garantir que l'agriculture soit en harmonie avec la nature ; promouvoir des zones rurales dynamiques.

Des actions concrètes et des modifications législatives sont déjà en cours, a-t-il déclaré, telles que : modifier l'approche de



De gauche à droite : Mark TITTERINGTON, Blaž KURNIK, Kiki KUIPER, Simone HØJTE, Jurgen TACK

financement de la PAC pour qu'elle soit plus ciblée ; développer l'agriculture carbone et les crédits naturels comme incitations de marché ; stratégies bioéconomiques et pour l'eau ; et accélérer les processus d'approbation des biopesticides.

La reconnaissance de l'agriculture comme un secteur stratégique pour la sécurité alimentaire et la gestion des paysages a été saluée par Jurgen TACK, secrétaire général de ELO. Cependant, la concentration des subventions sur les petits agriculteurs était selon lui « une grave erreur ». L'idée que « le soutien public devrait aller principalement à ceux qui en ont le plus besoin est politiquement très commode, mais économiquement et éthiquement erronée... ce ne sont pas les petits agriculteurs qui ont le plus contribué à la productivité, ni à la durabilité. Nous n'atteindrons pas ces grands objectifs en ne promouvant que la petite propriété foncière, les petits agriculteurs. »

Venant du think tank climatique CONCITO à Copenhague, Simone HØJTE a décrit la Vision comme « un patchwork d'aspirations ». Elle doit être bien plus inspirante, a-t-elle dit, et se connecter aux objectifs climatiques. La politique climatique, selon elle, ne doit pas être développée dans le vide mais dans le cadre de discussions avec tous les acteurs.

La résilience face au changement climatique est essentielle, a déclaré Blaž KURNIK, chef du département Impacts du changement climatique et adaptation, à l'Agence européenne pour l'environnement. L'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement et qui subit le plus fort impact du changement climatique ; l'agriculture est le secteur le plus exposé. Il a également souligné le défi de promouvoir une approche systémique de l'agriculture, notant que la prise de décision est souvent fragmentée entre les ministères, ce qui rend la mise en œuvre de solutions complexes difficile.

S'exprimant en tant que personne travaillant « au cœur de la chaîne d'approvisionnement », sourçant des cultures, produisant des aliments composés et nourrissant des animaux, Kiki KUIPER, de Cargill, a souligné que la collaboration sur toute la chaîne d'approvisionnement est essentielle pour créer un système alimentaire plus durable. Les entreprises de toute la chaîne ont fixé leurs propres objectifs de réduction des émissions, mais leur atteinte nécessite une innovation partagée et des efforts communs de R&D. Le principal défi est la nécessité de progresser vers des cadres européens communs.

Panel 3 : Inscrire la Transformation du Système Agroalimentaire dans le Contexte Géopolitique

Comment renforcer l'agriculture et les systèmes alimentaires face au paysage géopolitique actuel et aux défis critiques tels que le changement climatique, le commerce, la durabilité, la résilience et la guerre en Ukraine ?

Tassos HANIOTIS, conseiller spécial pour la productivité durable au Forum pour le Futur de l'Agriculture et chercheur invité principal à l'IIASA, a identifié trois menaces géopolitiques principales pour l'agriculture : le « vieux budget » (complexifié par l'élargissement de l'UE, avec l'Ukraine comme facteur clé) ; le commerce (qu'il a reconnu comme extrêmement bénéfique malgré les remises en question actuelles) ; et le changement climatique. Il a proposé trois actions clés : préserver l'ouverture commerciale au sein de l'UE ; adopter une ouverture à la science pour identifier et mettre en œuvre des solutions ; se concentrer sur l'harmonisation des indicateurs d'empreinte environnementale.

Perspectives d'Europe, d'Ukraine et du Canada

Brian VINTER, vice-doyen à l'université d'Aarhus, au Danemark, a insisté sur le fait que la résilience est essentielle. Le système agroalimentaire doit passer d'une optimisation centrée sur un produit unique à une approche systémique plus résiliente, intégrant énergie, eau et alimentation, afin de transformer les défis actuels en avantages pour le système alimentaire européen.

Andrii DYKUN, président du Conseil agricole ukrainien, a souligné la remarquable résilience de l'Ukraine et de ses agriculteurs : l'Ukraine exporte désormais le même volume de céréales qu'avant la guerre, certains secteurs, comme les produits laitiers, ayant même produit davantage l'année dernière.

Tyler MCCANN, directeur général de l'Institut canadien de politique agroalimentaire, intervenant en direct d'Ottawa, a expliqué la dépendance inévitable du Canada envers les États-Unis. L'Europe, cependant, n'a pas toujours été un partenaire disposée à la coopération internationale, imposant parfois des conditions commerciales aux autres au lieu de collaborer à des solutions communes.

Construire un Avenir Durable

En résumant la conférence régionale, Hanne SØNDERGAARD, d'Arla Foods, a formulé plusieurs points clés : la nourriture doit être considérée comme une infrastructure critique ; la complexité des défis doit être reconnue ; et les incitations doivent être fondées sur la performance.



Plus d'info : forumforag.com



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE



JOHN DEERE
OPERATIONS CENTER™



AGRICULTURE DURABLE

AXÉE SUR LA TECHNOLOGIE



Home



Map

Settings

FARM SMART, PROFIT MORE

Entrez dans le futur de l'agriculture durable avec notre gamme complète d'agriculture de précision. La modulation intraparcellaire et les autres solutions technologiques permettent aux exploitations agricoles d'être plus efficaces, rentables et durables.

Vous pourrez prendre rapidement des décisions plus intelligentes basées sur des données réelles pour optimiser efficacement l'utilisation de vos ressources, améliorer la santé des sols tout en augmentant le potentiel de rendements de vos parcelles.

Contactez dès maintenant votre concessionnaire John Deere, des experts sont prêts à vous aider !



**DECOUVREZ CE QUE LES
SOLUTIONS JOHN DEERE
PRECISION AG
TECHNOLOGY PEUVENT
FAIRE POUR VOUS**

Qui mérite le soutien agricole ? Repenser l'équité pour une PAC résiliente



Jurgen TACK
Secrétaire Général, ELO

En tant que représentant des propriétaires fonciers privés et des familles agricoles professionnelles européennes, je salue l'attention renouvelée de la Commission à l'égard de l'avenir de l'agriculture. Le document COM(2025) 75 reconnaît à juste titre que l'agriculture est essentielle à la sécurité alimentaire, à la vitalité des zones rurales et à la préservation des paysages. Cependant, l'hypothèse selon laquelle les aides devraient être prioritairement dirigées vers ceux qui en ont « le plus besoin » est politiquement commode, mais économiquement et éthiquement contestable. Elle risque de transformer la politique agricole en un simple outil d'assistance sociale.

L'agriculture n'est pas un système de protection sociale ; c'est un secteur économique stratégique. Les fonds publics doivent récompenser les agriculteurs qui fournissent des biens publics mesurables grâce à des pratiques professionnelles et durables. Le seul critère de besoin ne doit pas déterminer l'attribution des aides, sauf s'il est associé à la performance.

S'aligner sur les préoccupations stratégiques de l'EBAF

Les débats récents au sein du Conseil européen de l'agriculture et de l'alimentation (EBAF) reflètent ces préoccupations. Le consensus sur les principes généraux ne doit pas masquer les désaccords sur des propositions visant à cibler principalement les aides vers les « plus démunis ».

« Dans d'autres secteurs, le financement public récompense des résultats clairs tels que l'innovation et la durabilité. L'agriculture doit suivre cette même logique. Les fonds de la PAC doivent prioriser des résultats mesurables : production alimentaire, renforcement de la biodiversité, séquestration du carbone, emploi rural et progrès technologique. »

Sortir du duo binaire : petites et grandes exploitations

La taille de l'exploitation n'est pas un indicateur fiable de responsabilité environnementale ou d'efficacité. Limiter les paiements en fonction de la taille pénalise précisément ceux qui peuvent apporter la plus grande valeur publique. Les grandes exploitations professionnelles disposent

souvent de l'échelle, des ressources et des capacités nécessaires à l'innovation et à la durabilité. La simplification administrative doit bénéficier à tous les agriculteurs, en traitant comme partenaires valorisés ceux qui sont les mieux placés pour atteindre les objectifs de l'UE, et non comme des obstacles.

Reconnaître la contribution des propriétaires fonciers

Des critères d'éligibilité trop restrictifs ignorent la contribution essentielle des propriétaires fonciers. Ceux-ci facilitent souvent une agriculture durable via des baux à long terme, la gestion conservatoire et les investissements dans les infrastructures ru-

rales. Des politiques restrictives compromettent cette gestion vitale et la résilience des territoires.

La Commission souligne à juste titre la rentabilité, la professionnalisation, le renouvellement générationnel et les outils financiers innovants comme les crédits nature et carbone. Ces initiatives louables resteront insuffisantes si le soutien demeure basé sur la redistribution liée au besoin perçu plutôt qu'à la performance et à l'impact.

Investir dans des solutions

Les objectifs de la Commission: innovation, renouvellement générationnel, résilience des marchés, exigent un investissement ciblé plutôt qu'une redistribution fragmentée fondée uniquement sur le besoin. Une PAC future doit soutenir les agriculteurs entrepreneurs, quelle que soit leur taille, pour mettre en œuvre des solutions évolutives telles que l'agriculture carbone, l'agriculture régénérative, les technologies numériques et les énergies renouvelables.

Nous appelons la Commission et les États membres à résister à la tentation de faire de la politique agricole un filet pour la sécurité sociale. Récompensons plutôt la production concrète de biens publics via une agriculture compétitive et professionnelle. Renforçons la souveraineté alimentaire de l'Europe en investissant dans la réussite. Ce faisant, nous soutenons les agriculteurs d'aujourd'hui et donnons envie à une nouvelle génération de prendre le relais.



© Jankovitch Birtek website

Plonger au cœur de la transition verte danoise: Assemblée Générale de ELO à Copenhague



Kyia KANANI
Assistant politique, ELO

L'année dernière, le Danemark a introduit la première taxe sur les émissions agricoles en Europe, établissant une référence marquante dans la transition verte du continent. Dans ce contexte, et en amont de la présidence tournante du Danemark au Conseil de l'UE pour le second semestre 2025, l'Assemblée générale de ELO s'est réunie à Copenhague pour explorer les liens entre agriculture, politique climatique et innovation rurale. L'échange avec le ministre Jeppe BRUUS a mis en lumière la stratégie environnementale du Danemark, tandis que les discussions ont porté sur les lacunes des politiques de l'UE, les tensions commerciales, la santé des sols, les crédits carbone et les réglementations forestières, soulignant la nécessité d'une action climatique inclusive et fondée sur des données scientifiques.

Intervenant invité : Jeppe BRUUS, Ministre de la Transition verte, Danemark

L'un des temps forts de l'Assemblée Générale (AG) de ELO a été l'intervention de Jeppe BRUUS, ministre danois de la transition verte. Il y a présenté la stratégie climatique ambitieuse du Danemark, en particulier l'objectif de réduction de 70 % des émissions d'ici 2030 – un objectif déjà atteint à 54 %, dépassant le cap intermédiaire prévu.

Le ministre BRUUS a insisté sur l'intégration des objectifs environnementaux à la politique économique. Il a illustré cela par la négociation avec les producteurs de béton pour réduire les émissions via des efforts RSE co-financés, évitant ainsi des mesures punitives pouvant entraîner la délocalisation des entreprises. Les priorités incluent l'amélioration de la qualité de l'eau, la restauration des tourbières et une augmentation de 40 % des zones forestières pour soutenir la biodiversité.

Il a également expliqué le succès du Danemark à créer un

consensus sur les politiques vertes. L'engagement précoce des autres secteurs a facilité l'intégration du secteur agricole. Il a souligné que la taxe sur les émissions agricoles, unique en son genre en Europe, prévoit une réduction de 60 % pour les agriculteurs investissant dans des pratiques durables, illustrant la volonté danoise d'un modèle coopératif pour un consensus environnemental. Un point essentiel : l'intégralité des recettes fiscales est réinvestie dans l'agriculture et les initiatives environnementales. Le Danemark a également mis en place un fonds visant à échanger les terres agricoles robustes de fermiers partant à la retraite avec des exploitations plus polluantes appartenant à des agriculteurs actifs, encourageant ainsi directement des pratiques plus durables. L'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2045 soutient cette vision à long terme.

Priorités politiques et stratégiques clés

Thierry de L'ESCAILLE, Président Exécutif de ELO, et Jurgen TACK, Secrétaire Général de ELO, ont modéré un échange sur la lenteur du processus d'autorisation des biotechnologies dans l'UE, considérée comme un frein à une agriculture moderne et durable. S'en est suivie une discussion sur l'accord de libre-échange tendu UE-Mercosur, soulignant que si les importations de viande n'augmenteront que légèrement, les technologies de production sucrière avancées du Brésil représentent une réelle concurrence. D'autres sujets abordés comprenaient le rôle futur de l'Observatoire foncier européen pilote, dont le lancement est prévu dans les prochaines semaines. La santé des sols et les crédits nature figuraient également en bonne place, avec un appel pour que les réformes de la PAC récompensent les agriculteurs alliant productivité et durabilité – ceux qui le méritent vraiment.

Label Wildlife Estate

Parmi les actions prioritaires de ELO, une attention particulière a été portée au label **Wildlife Estate** (WE), qui gagne en popularité comme outil de reconnaissance de la conservation sur les terres privées. Réseau volontaire de domaines exemplaires engagés dans une gestion durable des terres et de la faune, il couvre plus de 2 millions d'hectares, avec plus de 580 domaines répartis dans 19 pays, et poursuit sa croissance.

La prochaine AG de ELO se tiendra à Bruxelles le 2 décembre, suivie le 3 décembre de la première édition de la conférence "Innovative by Nature".



De gauche à droite : Thierry de l'ESCAILLE et Jeppe BRUUS

Les loups à la croisée des chemins : les défis de leur conservation et la coexistence dans l'UE



Delphine DUPEUX
Directrice des relations avec le Parlement –
Intergroupe, ELO

Les loups sont de retour en Europe et leur retour alimente l'un des débats de conservation les plus dynamiques et complexes de l'histoire récente. Autrefois presque éteintes, les populations de loups ont effectué un retour remarquable, grâce à des décennies de protection stricte dans le cadre de la Directive Habitats de l'UE. Leur résurgence met aujourd'hui à l'épreuve les limites de la coexistence dans de nombreuses régions rurales. Cela soulève des questions urgentes sur la manière de concilier les objectifs de biodiversité avec les réalités agricoles.

Un changement dans la politique de l'UE : la souplesse plutôt que la rigidité

Le 9 avril 2025, l'intergroupe du Parlement européen « Biodiversité, Chasse, Ruralité » a organisé un événement en ligne de haut niveau — *Déclasser le loup : une voie à suivre pour l'UE* — en partenariat avec la Fédération européenne pour la chasse et la conservation (FACE). Plus de 250 parties prenantes, dont des législateurs, scientifiques, agriculteurs et défenseurs de la nature, se sont réunies pour débattre de la proposition de politique visant à faire passer le statut du loup de « strictement protégé » à « protégé » dans le cadre de la Convention de Berne.

La Commission européenne soutient que cet ajustement permettra aux États membres d'adopter des outils de gestion plus souples, adaptés aux réalités locales, sans pour autant renoncer aux engagements de conservation européens. Les députés européens Juan Ignacio ZOIDO et Herbert DORFMANN ont fermement soutenu cette proposition. Ils insistent sur le besoin, pour les autorités nationales, de disposer d'outils concrets pour répondre aux conflits croissants entre l'homme et la faune, notamment dans les zones pastorales.

De la souplesse, mais avec responsabilité

Andrea VETTORI, responsable de la biodiversité à la DG Environnement, a rappelé que le maintien d'un état de conservation favorable reste une obligation légale. Toutefois, il a souligné que la flexibilité est essentielle pour répondre aux réalités régionales diverses. John LINNELL, chercheur principal à l'Institut norvégien de recherche sur la nature, a qualifié ce changement de « nouvelle phase de la conservation du loup » – une phase qui nécessite une gestion adaptative, un suivi constant et une responsabilité partagée à tous les niveaux de gouvernance.

Côté agricole, Niall CURLEY, de Copa-Cogeca, a plaidé pour des politiques équilibrées, fondées sur la science, qui protègent à la fois la nature et les moyens de subsistance en milieu rural, incluant des mécanismes d'indemnisation adéquats.

Un débat loin d'être tranché

Certaines voix restent opposées au déclassement. Friedrich WULF, des Amis de la Terre Europe, a remis en question la base scientifique du relâchement des protections, avertissant que certaines populations de loups restent dans un état défa-





vorable. Il met en garde contre une flexibilité non encadrée, qui pourrait accroître les conflits et compromettre les acquis en matière de conservation. Il appelle les États membres à renforcer les stratégies de prévention non létales et à maintenir une protection stricte là où elle est écologiquement justifiée.

Le leadership de ELO pour une coexistence concrète

ELO s'impose comme un acteur central dans ce paysage politique. Jurgen TACK, qui a modéré l'événement de l'intergroupe, a souligné la nécessité d'une définition claire et scientifique du

succès en matière de conservation, afin d'éviter les polarisations inutiles et d'encourager un dialogue constructif. En tant que partenaire du projet Horizon Europe COCO (*Coexisting with Carnivores*), qui promeut des stratégies de coexistence adaptées aux territoires ruraux européens, ELO renforce son engagement pour trouver des solutions adéquates.

Confirmant encore son rôle, ELO co-préside la Plateforme

européenne sur la coexistence entre l'homme et les grands carnivores: un forum essentiel de concertation et d'harmonisation des politiques. Récemment, ELO a participé à la réunion de la plateforme Dinaric-Balkan-Pindos à Ioannina, en Grèce,

consacrée aux défis régionaux du sud-est européen. Par ailleurs, dans le cadre de cette même plateforme, ELO fut invitée à la Conférence internationale sur l'écologie et la gestion du loup (2-6 juin, Lunteren, Pays-Bas), où elle a co-animé des ateliers sur la coopération transfrontalière et le développement de plateformes régionales.

Pourquoi c'est crucial aujourd'hui

Ce qui se joue ici ne concerne pas uniquement les loups – c'est un véritable test sur la manière dont l'UE gère le rétablissement écologique dans un territoire densément peuplé et à usages multiples. L'Europe peut-elle concevoir des politiques à la fois fondées sur la science, socialement acceptables et adaptées aux réalités régionales ?

Ce moment marque un tournant. Suivre ces évolutions n'est pas seulement important. C'est essentiel pour toute personne intéressée par la gouvernance environnementale, les stratégies de biodiversité ou la réalité des territoires ruraux européens.

Jurgen TACK, qui a modéré l'événement de l'intergroupe, a souligné la nécessité d'une définition claire des succès de la conservation, fondée sur la science, afin d'éviter les polarisations inutiles et d'encourager un dialogue constructif.



"Biodiversity, Hunting, Countryside" Intergroup



ELO
European Landowners' Organisation

Secrétariat
de l'Intergroup

Plus d'info : biodiversityhuntingcountryside.eu/

Cultiver pour les pollinisateurs génère des bénéfices économiques et écologiques



Leonor CESAR DAS NEVES
Chargée de projet, ELO

Environ 75 % des cultures majeures, notamment les fruits et légumes, dépendent des pollinisateurs. Pourtant, leurs populations sont en fort déclin. Cette situation préoccupante a été au cœur de la conférence "Sciences et Politique Safeguard 2025", organisée le 2 avril par l'Institut pour une Politique Environnementale Européenne (IEEP) et l'European Landowners' Organization (ELO). Chercheurs, agriculteurs, représentants du secteur privé et décideurs se sont réunis pour analyser comment des pratiques agricoles plus favorables aux pollinisateurs peuvent conjuguer résilience écologique et durabilité économique.

Des acteurs clés de la sécurité alimentaire

Tom BREEZE (Université de Reading) a rappelé que les pollinisateurs jouent un rôle essentiel dans près des trois quarts des cultures principales, générant une valeur économique annuelle estimée entre 235 et 577 milliards de dollars. Leur déclin rapide lié aux changements d'usage des terres, à l'usage des pesticides et au changement climatique constitue une menace directe pour la sécurité alimentaire mondiale. BREEZE a souligné que s'appuyer uniquement sur les abeilles domestiques est insuffisant : il est crucial de préserver la diversité des espèces et leurs habitats.

Un risque économique concret pour les filières

Georgios KLEFTODIMOS (CIHEAM Montpellier) a souligné un frein important : les mesures de conservation offrent peu de retours économiques immédiats. Bien que les programmes agro-environnementaux de l'Union européenne soutiennent la restauration des habitats et la réduction des intrants, leur impact reste limité. Evelyn UNDERWOOD (IEEP) a animé un panel réunissant divers maillons de la chaîne alimentaire. Athanasios MANDIS (Innocent Drinks) a indiqué que 86 % des ingrédients utilisés par l'entreprise dépendent de la pollinisation, exposant ainsi leur modèle économique. Casey WOODWARD (AgriSound) a présenté des outils numériques capables de mesurer l'activité des pollinisateurs sur le terrain, apportant aux agriculteurs des données concrètes. Toutefois, l'adoption de ces technologies suppose des incitations ciblées, notamment pour les petites exploitations.

Réconcilier marché et transition écologique

Franc BOGOVIČ, ancien député européen et arboriculteur, a rappelé que de nombreux agriculteurs souhaitent adopter des pratiques durables, mais que les mécanismes de marché ne les rémunèrent pas en conséquence. En Europe, seuls 12 % des dépenses alimentaires des ménages reviennent aux producteurs. Réorienter une fraction de ces dépenses vers la durabilité permettrait d'engager un véritable changement. Andreas ZIERMANN (Lake Constance Foundation) a illustré ce propos avec l'exemple de REWE : le distributeur allemand a collaboré avec plus de 500 exploitants sur des mesures favorables aux pollinisateurs, intégrées au financement de la chaîne d'approvisionnement. Les pollinisateurs sauvages, souvent négligés, ont été identifiés comme indispensables à la résilience de long terme des systèmes agricoles.

Des bénéfices tangibles pour les écosystèmes

La seconde session de la conférence, intitulée « Sauvegarder les services de la nature », a mis en évidence les bénéfices écologiques concrets des milieux floraux. Corina MAURER (Agroscope, Suisse) a montré que ces habitats favorisent la



De gauche à droite : Athanasios MANDIS, Franc BOGOVIČ,
Andreas ZIERMANN, Casey WOODWARD, Alicia CLEMENTS

diversité et l'abondance des pollinisateurs. Andree CAPPELARI (Université de Padoue) a souligné que les paysages semi-naturels améliorent à la fois la fertilité des sols et la rétention d'eau. Lorenzo CIMATTI (Granarolo) a partagé le projet développé avec CONAPI, première coopérative apicole d'Europe, distingué par le Bee Award 2024 de ELO. Ce partenariat incite les producteurs à semer des plantes nectarifères, illustrant le rôle structurant des chaînes d'approvisionnement dans la promotion d'une agriculture favorable à la biodiversité.

Faire évoluer les politiques publiques

Alicia CLEMENTS (Birr Castle Bee Estate, Irlande) a présenté une expérience de terrain : en quatre ans, son domaine a transformé des prairies en un écosystème intégré avec haies, arbres et zones de nidification. Andreas GUMBERT (DG ENVI) a rappelé que le Règlement sur la restauration de la nature impose aux États membres d'élaborer des plans pour la sauvegarde des pollinisateurs. Même si aucune ligne budgétaire spécifique n'est prévue, les financements peuvent être mobilisés via la PAC, le programme LIFE ou encore le plan de relance. Le programme irlandais ACRES, qui rémunère les agriculteurs selon la qualité écologique de leurs terres, a été cité comme un modèle inspirant.

Soutenir une nouvelle génération d'agriculteurs

Pier Luigi REMOLI (Association des Jeunes Agriculteurs) a porté la voix d'une génération tournée vers la durabilité, mais confrontée à des obstacles : foncier cher, crédit limité, incertitudes climatiques. GUMBERT a évoqué un déficit annuel de 48 milliards d'euros pour atteindre les objectifs européens de restauration de la biodiversité. Les crédits nature pourraient faire partie de la solution, à condition d'un encadrement strict pour garantir leur crédibilité. CLEMENTS a insisté sur la nécessité de renforcer la confiance des agriculteurs dans l'impact réel des dispositifs. Elle a enfin appelé à alléger la charge administrative, soulignant que la simplification prévue dans la PAC post-2027 ne doit pas affaiblir les ambitions environnementales.

Cet événement fait partie des activités de la conférence annuelle du Forum pour le Futur de l'Agriculture.



Candidatez à l'appel à projets 2025 de la Fondation François Sommer

La Fondation François Sommer lance son appel à projets (AAP) 2025 en faveur de la faune sauvage : candidatez et tentez d'obtenir un financement pour agir en faveur de la biodiversité. Vous avez jusqu'au 1er septembre 2025. Cet AAP se destine aux associations, fédérations, conservatoires, entreprises ou encore établissements de recherche. Il doit s'agir d'un projet de recherche appliquée dans le domaine de la conservation et réhabilitation de la faune sauvage et de ses habitats.

Doté d'une enveloppe totale de **500 000 euros**, cet appel à projets sélectionnera des projets de recherche-appliquée dans un objectif de gestion, de conservation et de réhabilitation de la faune sauvage et de ses habitats, en France, en Europe ou en Afrique.

La Fondation souhaite financer des projets de recherche appliquée et des projets de recherche-action, innovants, démonstratifs, reproductibles, catalysant le déploiement à grande échelle de solutions techniques ou stratégiques efficaces, pour la mise en œuvre des politiques publiques de conservation.



Candidatez en ligne et en français fondationfrancoissommer.org/appe-a-projets-fondation-francois-sommer/

Le sol à la loupe : transformer la science des sols en solutions concrètes

Le 31 mars 2025, la conférence finale du projet SOILGUARD a réuni à Bruxelles des chercheurs, décideurs politiques, gestionnaires de terres et leaders du secteur pour faire le point sur quatre années de recherche financée par l'UE. Leur mission commune : transformer les connaissances sur la biodiversité des sols en solutions pratiques et résilientes face au climat, au service des utilisateurs de terres à travers l'Europe. Les résultats ont révélé à la fois la complexité des sols et le potentiel de concilier productivité et durabilité. Un appel fort a été lancé pour une collaboration plus étroite, des liens renforcés entre science et politique, ainsi que de meilleurs outils pour les agriculteurs.

Des sols adaptés, des stratégies sur mesure

SOILGUARD a livré un message clair : il n'existe pas de solution universelle. Le climat local, l'usage des terres et la topographie souterraine influencent la biodiversité des sols. La recherche a confirmé ce que de nombreux gestionnaires de terres savaient déjà : les conditions du sol varient et sont déterminantes. Les stratégies de gestion doivent donc refléter les réalités régionales, et non suivre des formules générales.

Biodiversité des sols et rendements : aucune contradiction

À rebours des idées reçues, SOILGUARD a démontré que protéger la biodiversité des sols ne nuit pas à la productivité agricole. Au contraire, des sols riches en biodiversité favorisent des rendements plus sains et durables. C'est une source d'espoir pour les agriculteurs : ils peuvent viser à la fois un rendement immédiat et une résilience à long terme.

Pression climatique et besoin de résilience

Le changement climatique rend l'enjeu plus pressant encore. La hausse des températures et la sécheresse prolongée accélèrent la perte de biodiversité, notamment dans les terres cultivées. Les stratégies d'usage des terres doivent donc être conçues



De gauche à droite : Diederik DE GHELLINCK, Geert MAGONA VAN DER MEER, Tamás KRISZTIN, Ana ROCHA. En ligne : Nataliya ZINYCH



Ranya CHEHHAR
Chargée de projet, ELO



Eleonore RAYNAL-PEČENÝ
Chargée de Communication, ELO

dès le départ pour s'adapter au climat, en intégrant la résilience à la fois dans les politiques et dans les pratiques.

L'élément humain : des perceptions diverses

À travers l'Europe, la perception du rôle du sol dans le bien-être varie. Ces points de vue doivent nourrir la science comme la politique. Pour développer des solutions efficaces et adaptées aux régions, il est essentiel d'impliquer une large diversité d'utilisateurs de terres.

Un outil pour les agriculteurs : l'application SoilGuardians

Un des résultats majeurs du projet est l'application SoilGuardians – un outil d'aide à la décision pour les agriculteurs. Elle permet aux utilisateurs d'évaluer l'impact de leurs choix de gestion sur la biodiversité des sols et les fonctions écosystémiques, les guidant vers des décisions éclairées et durables.

Améliorer le suivi des sols : des indicateurs pertinents

Des intervenants de la DG AGRI, de la DG ENV et de NABU ont appelé à un meilleur suivi de la santé des sols. Il est temps d'aller au-delà de la seule teneur en carbone. Des indicateurs harmonisés et flexibles, appuyés par un partage de données juste et fiable avec les agriculteurs, sont indispensables à la réussite.

Des politiques efficaces : remettre l'ordre des priorités

« Remettons le cheval devant la charrette », a déclaré Tassos HANIOTIS, insistant sur le fait que les politiques doivent être guidées par les preuves – et non l'inverse. Comme l'a ajouté Sophie HÉLAINE de la DG AGRI : « Nous devons savoir ce qui fonctionne, comment l'évaluer et comment le promouvoir. »

Conclusion : le sol est le point de départ

La conférence s'est conclue sur un appel à renforcer la coopération entre chercheurs, praticiens et décideurs politiques. Avec les bons savoirs, outils et une confiance mutuelle, l'Europe peut transformer les idées en actions – pour que des sols en bonne santé soutiennent des paysages florissants, aujourd'hui et demain.

Cet événement fait partie des activités de la conférence annuelle du Forum pour le Futur de l'Agriculture.

SOILGUARD

The research leading to these results has received funding from the European Union Horizon 2020 under the Grant Agreement number SEP-200673565, SOILGUARD project under the topic Sustainable Food Security.

Une visite à l'usine Biowanze : quand la politique rencontre la pratique

Après nos discussions approfondies au Parlement sur les biocarburants (voir article p 14), ELO et ePURE - l'association européenne de l'éthanol renouvelable - ont organisé une visite sur le terrain à Biowanze, l'un des principaux producteurs européens d'éthanol renouvelable. Accompagnés de membres du Parlement européen et de leaders du secteur, les participants ont pu voir de leurs propres yeux comment des matières premières certifiées et d'origine locale sont transformées en énergie durable.



Biowanze, membre du groupe Südzucker, applique des normes strictes en matière de développement durable et utilise des matières premières agricoles principalement d'origine locale, acheminées par bateau le long de la Meuse. Cette approche soutient à la fois l'environnement et l'économie rurale, en s'approvisionnant directement auprès des agriculteurs locaux, en formant et en recrutant du personnel au sein de la communauté locale.

L'installation produit bien plus que de l'éthanol. Elle fournit des denrées alimentaires, des engrais naturels, de l'électricité verte et des aliments pour animaux, contribuant ainsi à l'approvisionnement en protéines de l'Europe et réduisant la dépendance à l'égard des importations de soja. Le son de blé non utilisé dans le processus de fabrication de l'éthanol est récupéré et utilisé dans une chaudière à biomasse qui alimente un système de cogénération à haut rendement. Le surplus d'électricité al-



Delphine DUPEUX

*Directrice des relations avec le Parlement -
Intergroupe, ELO*

imente la raffinerie de sucre de Wanze, située à proximité, un site de liquéfaction du CO₂ et le réseau public.

La visite a fourni une occasion unique de dialogue en temps réel entre les décideurs politiques, les propriétaires fonciers et les experts de l'industrie. Les discussions ont porté sur les défis réglementaires, l'innovation et les réalités pratiques de la réalisation des objectifs de l'UE.



SAVE THE DATE 9th SEPTEMBER 2025 FONDATION FRANÇOIS SOMMER 60 RUE DES ARCHIVES 75003 PARIS

NATIONAL AND EUROPEAN
SYMPOSIUM
OF THE WILDLIFE ESTATES LABEL



TO UNITE
LANDOWNERS
COMMITTED
TO BIODIVERSITY







FREE AND MANDATORY
RESERVATION
IN PERSON AND REMOTELY

Inscrivez-vous par email : wildlife@elo.org
Contact : wildlife@elo.org

Nourriture et carburant: l'agriculture peut-elle devenir le moteur de la transition énergétique européenne ?



Laura ȚICOIU
Chargé de mission politique, ELO

L'Europe peut-elle produire sa propre énergie sans menacer la production alimentaire ni surcharger ses agriculteurs ? Cette question était au cœur de l'événement « Biocarburants : Cultiver une énergie durable », organisé par l'eurodéputée Elsi KATAINEN le 5 juin 2025 au Parlement européen. Des acteurs issus des secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des politiques publiques se sont réunis pour discuter du rôle que peuvent jouer les biocarburants dans la transition énergétique de l'UE, le renforcement des économies rurales et la préservation de la souveraineté alimentaire. La conclusion ? Avec des règles claires, de la coopération et de l'innovation, l'Europe peut produire à la fois de la nourriture et de l'énergie. Et elle peut le faire de manière durable.

Un besoin urgent de carburants renouvelables

Les secteurs européens de l'énergie et de l'agriculture sont à un tournant stratégique. Alors que l'UE accélère pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, la demande en carburants renouvelables pour le transport devrait tripler. Les biocarburants, notamment ceux issus de cultures, de résidus et de biomasse intermédiaire, sont appelés à jouer un rôle central. Mais le secteur fait face à d'importants obstacles réglementaires.

Une politique fragmentée freine les progrès

Les intervenants de l'événement ont exprimé une frustration croissante face aux incohérences politiques. Longtemps au cœur de la stratégie énergétique de l'UE, les biocarburants issus de cultures sont aujourd'hui de plus en plus marginalisés par la directive sur les énergies renouvelables (RED III), la directive sur la taxation de l'énergie et les règles relatives aux carburants durables dans les secteurs de l'aviation et du maritime. Les critiques avertissent que cet enchevêtrement réglementaire risque de bloquer les investissements, de fragiliser les revenus agricoles et de rendre l'Europe dépendante d'importations moins durables.

Taxer la solution comme le problème

« On traite la solution comme si c'était le problème », a affirmé David CARPINTERO de l'ePURE. « L'éthanol issu des cultures est taxé comme carburant fossile. C'est illogique, et cela mine la confiance du marché. »

L'innovation réduit l'empreinte carbone

Du côté agricole, les intervenants ont appelé les décideurs à faire confiance aux agriculteurs européens et à leur engagement en faveur de la durabilité. Corteva Agriscience et John Deere ont tous deux souligné que l'innovation en matière de sélection variétale et d'agriculture de précision a considérablement réduit l'empreinte carbone des cultures destinées à



la biomasse au cours de la dernière décennie. Selon eux, ces progrès permettent aux agriculteurs de produire à la fois de la nourriture et de l'énergie, souvent sur les mêmes terres, de manière plus efficace.

Des solutions diversifiées pour l'agriculture

Deanna KOVAR de John Deere a insisté sur la nécessité de solutions diversifiées : « L'électrification a sa place, mais pas dans l'agriculture lourde. Nous avons besoin de carburants liquides durables également. »

Les appels à une coopération renforcée entre les directions générales de la Commission ont été clairs. Bien que les DG AGRI et ENER affirment qu'il n'y a pas de « guerre de territoire », les parties prenantes ont plaidé pour des évaluations d'impact globales et des cadres politiques stables à long terme. Comme l'a rappelé Ana RODRIGUEZ MANSILLA (ASAJA) : « Si les agriculteurs ne voient pas de sécurité de revenu, ils abandonneront les biocarburants. »

Nourriture et énergie : un avenir commun

L'événement s'est conclu sur un principe central partagé : l'Europe n'a pas à choisir entre nourriture ou énergie. Elle a besoin de politiques intelligentes, axées sur le sol et portées par l'innovation, qui permettent aux agriculteurs de produire les deux de manière durable. Pour reprendre les mots du modérateur Jurgen TACK : « Ce n'est pas la nourriture ou l'énergie. C'est la nourriture et l'énergie. Et tout dépend de notre manière de cultiver. »

Événement co-organisé avec

renew
europe.



BIOFUELS IN THE EU

DECARBONISING TRANSPORT REMAINS A MAJOR CHALLENGE REQUIRING ALL AVAILABLE SOLUTIONS



Dagmar DOLEJSI
Chargée de projet, ELO

DID YOU KNOW?

The transport sector accounts for about



of global energy-related CO₂ emissions.

The EU aims to cut transport emissions by



90%

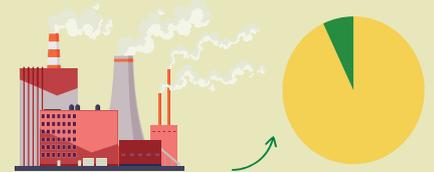
by

2050

compared to

1990

Yet as of **2021**, **93%** of road and rail transport energy still came from **fossil fuels**¹



EU-PRODUCED BIOFUELS BRING A RANGE OF BENEFITS

Lowering emissions

Strengthening energy independence



Supporting European farmers



with an alternative source of income.

Biodiesel use emits between **65%** to **90%**



less CO₂ than fossil diesel²

with every **Kg** of use reducing emissions by approximately **3 Kg**³

Biodiesel is an essential tool in the EU's strategy to cut total CO₂ emissions by

55% by **2030**



and achieve

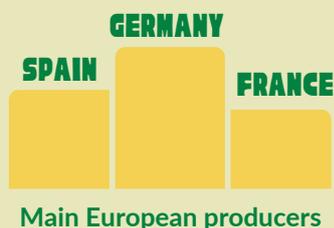
carbon neutrality in transport by 2050



BIOFUEL PRODUCTION IN THE EU

According to Eurostat data, the total production capacity of pure biodiesels in the EU

In 2023 was approximately **21.5 million tons per year**⁴



WHAT'S NEXT FOR BIOFUELS

Biofuels are key to the EU clean energy transition, supporting climate goals, energy security, and rural economies.

However, as highlighted by the European Court of Auditors in Special Report 29/2023, the lack of a long-term strategy and policy certainty undermines investment and slows progress.

A stable, performance-based framework is needed to ensure sustainability and drive innovation



Reference: [1] T&E: State of European Transport 2024; [2] JEC Well-To-Wheels Report v5, JRC, 2020; [3] Economic and Social Aspects of Applying Biodiesel Fuel in Road Transport, M. Skočibušić et al., 2010; [4] Eurostat DOI: https://doi.org/10.2908/NRG_INF_LBPC. More on ELO website.

Protéger les pollinisateurs, préserver la biodiversité : postulez dès maintenant pour le Prix Européen de l'Abeille 2025



Eleonore RAYNAL-PECENY
Chargée de Communication, ELO



Alors que les pollinisateurs déclinent à un rythme alarmant dans le monde entier, la protection de la biodiversité et des services écosystémiques qu'elle soutient devient plus urgente que jamais. ELO, en partenariat avec John Deere, réaffirme son engagement en lançant l'édition 2025 du Prix Européen de l'Abeille.



Des pollinisateurs en danger

Les abeilles et autres insectes pollinisateurs sont essentiels à nos écosystèmes. Ils assurent la reproduction des plantes sauvages et la production alimentaire. Pourtant, ils sont de plus en plus menacés par l'agriculture intensive, la perte d'habitats et le changement climatique. Il est donc crucial de développer des solutions qui oeuvrent avec la nature, et non contre elle.

Un prix pour l'innovation écologique

Créé pour récompenser les efforts en faveur des pollinisateurs et de l'agriculture durable, ce prix est ouvert aux agriculteurs, chercheurs, universités, propriétaires fonciers ainsi qu'aux organisations publiques ou privées. Il met en lumière des projets alliant innovation et impact positif sur la biodiversité à travers l'Europe.

Un accent sur les solutions technologiques

L'édition 2025 mettra particulièrement l'accent sur les « solutions technologiques innovantes ». Les projets utilisant des technologies nouvelles ou existantes pour réduire l'impact négatif de l'agriculture sur les pollinisateurs seront fortement valorisés. Cela peut consister à synchroniser les traitements phytosanitaires avec les cycles de vie des pollinisateurs ou à repenser les pratiques de récolte.

Des prix qui inspirent

Un prix principal de 4 000 € sera décerné, accompagné d'un diplôme et d'une diffusion sur les supports de communication

d'ELO et de John Deere. Une mention spéciale du jury mettra également en valeur un projet à petite échelle ou particulièrement innovant afin d'encourager sa reproduction à travers l'Europe.

Candidatures ouvertes jusqu'au 6 septembre

Le jury, présidé par le Dr Michael GARATT, réunira des experts de l'UE, du monde académique et d'ONG. Ils sélectionneront des projets ayant un impact mesurable sur les pollinisateurs, la biodiversité et les services écosystémiques dans l'agriculture. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au **6 septembre 2025**. Les lauréats seront invités à assister à la cérémonie de remise des prix à Bruxelles.

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta